

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 10 mars 1987

La séance est ouverte à 11 heures.

Prières

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

OPPOSITION AUX PROPOSITIONS DE MODIFICATION DES PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, aux termes de l'article 106 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter deux pétitions. L'une porte la signature d'un certain nombre de pêcheurs qui signalent au Parlement qu'en juillet 1985 il y avait 1 093 pêcheurs qui touchaient des prestations d'assurance-chômage et qu'en février 1986, il y en avait 29 847. De toute évidence, cela montre que les pêcheurs doivent pouvoir compter sur l'assurance-chômage. Les pétitionnaires demandent donc au Parlement de voir à ce que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) rejette la moindre recommandation qui priverait les pêcheurs de leur droit de toucher des prestations d'assurance-chômage et ils demandent au gouvernement fédéral d'entreprendre des consultations avec tous les représentants des pêcheurs au Canada afin que des améliorations soient apportées au programme qui s'adresse aux pêcheurs.

OPPOSITION AU PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LES BREVETS

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom de certains Canadiens de l'Ouest qui s'inquiètent au sujet de l'intention du gouvernement de modifier les dispositions de la Loi sur les brevets relatives aux médicaments d'ordonnance. Ils croient que ces changements entraîneront une augmentation sensible du prix des médicaments et limiteront la capacité des Canadiens ordinaires d'acheter les médicaments d'ordonnance dont ils ont besoin. Les pétitionnaires demandent au Parlement de rejeter les propositions qui feront grimper les prix de ces médicaments au Canada.

OPPOSITION À L'ÉTABLISSEMENT D'UNE BASE MILITAIRE

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, je m'empresse de présenter une pétition au nom de 130 Canadiens dont la plupart vivent en Alberta. Les pétitionnaires soussignés demandent humblement au Parlement d'empêcher le ministère de la Défense nationale d'acheter, d'utiliser, de

louer ou d'établir de quelque façon que ce soit une base militaire sur le versant est des Rocheuses en Alberta, notamment dans la vallée de la rivière Highwood adjacente au Parc provincial de Kananaskis. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

OPPOSITION AU PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LES BREVETS

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter trois pétitions de la part de résidents de Winnipeg et des localités manitobaines de Starbuck, Sanford et Oakville. Les pétitionnaires déclarent que les modifications que le gouvernement fédéral a l'intention d'apporter à la Loi sur les brevets en ce qui concerne les médicaments d'ordonnance feront augmenter le prix des médicaments pour les consommateurs canadiens, et limiteront sérieusement la capacité des Canadiens moyens d'acheter les médicaments d'ordonnance dont ils ont besoin. Les pétitionnaires demandent donc humblement au Parlement de rejeter ces modifications qui feront augmenter le prix des médicaments d'ordonnance pour les Canadiens.

OPPOSITION AUX PROPOSITIONS DE MODIFICATION DES PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition dûment certifiée émanant d'un certain nombre de Canadiens qui se préoccupent de l'assurance-chômage pour les pêcheurs et font remarquer à quel point ces derniers en dépendent. Ils craignent que le gouvernement ne songe à les priver du droit d'en toucher les prestations et lui demandent d'améliorer au contraire le programme d'assurance-chômage à l'intention des pêcheurs. Les pétitionnaires exhortent le Parlement à veiller à ce que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) rejette toute recommandation tendant à leur retirer le droit aux prestations d'assurance-chômage, et à ce qu'il consulte en outre les représentants des pêcheurs en vue d'améliorer le programme d'assurance-chômage à leur intention.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et du président du Conseil privé): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

M. le Président: Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.